



Turquie 2050

Inflation ; CHP et l'État-AKP ; Turquie-Qatar

Le programme « Turquie 2050 » développe une analyse prospective sur les thèmes de la diplomatie, de la politique intérieure et de l'économie turques afin d'y anticiper les dynamiques des trente prochaines années.

ÉCONOMIE L'inflation des faillites turques

*Par l'équipe
du Programme
Turquie/Moyen-Orient
de l'Ifri.*

Les opinions exprimées dans
ce texte n'engagent que la
responsabilité des auteurs.

ISBN : 979-10-373-1115-3

© Tous droits réservés,
Paris, Ifri, 2025.

Image : © Shutterstock.com

© Tous droits réservés,
Paris, Ifri, 2025.

Comment citer cette publication :

« Turquie 2050 :
inflation ; CHP et
l'État-AKP ; Turquie-
Qatar », *Repères sur la
Turquie*, n° 32, Ifri,
septembre 2025.

Ifri

27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15
Tél.: (0)1 40 61 60 00
E-mail: accueil@ifri.org

www.ifri.org

Au cours des cinq premiers mois de l'année 2025, 49 000 petites et moyennes entreprises (PME) ont fermé leurs portes en Turquie. Selon un rapport du *think tank* indépendant Toplum Çalışmaları Enstitüsü (Institut d'études sociales)¹, une entreprise sur cinq est à l'heure actuelle en situation de faillite en Turquie. Ces entreprises dites « zombies » n'ont plus d'opérations régulières et sont maintenues à flot par des aides d'État exceptionnelles, des prêts à taux artificiellement bas et des restructurations de crédit.

La Turquie occupe le premier rang mondial en matière de prévalence d'entreprises « zombies² ». Les petits entrepreneurs, notamment du textile, sont particulièrement exposés au risque de faillite³. Exposés à la hausse des taux d'intérêt et des charges telles que les prix des loyers, des intrants et de l'énergie, leur compétitivité basée sur les coûts a décliné. Les PME pâtissent également de la contraction de la demande intérieure sous l'effet de l'inflation. Or elles forment l'épine dorsale de l'économie turque : elles comptent pour près de 99,7 % des entreprises, plus de 70 % de l'emploi et environ 40 % de la valeur ajoutée⁴. Les faillites de PME font

ainsi peser un risque majeur sur l'économie, notamment sur l'emploi.

À l'inverse, les grandes entreprises et *holdings*, qui génèrent près de 60 % du produit intérieur brut (PIB) et concentrent la productivité et l'accès aux marchés internationaux, sont plus résilientes. Elles sont davantage capables de diversification et d'économies d'échelle pour faire face à la hausse des coûts et bénéficient d'un meilleur accès aux marchés de capitaux. Elles sont aussi mieux placées pour obtenir des *konkordato* – forme d'accord avec les créanciers – en hausse de 172 % au premier trimestre 2025 par rapport au même trimestre de l'année précédente⁵.

L'amélioration récente du climat entrepreneurial turc apparaît donc contrastée : porteur d'opportunités pour les investisseurs et exportateurs qui peuvent compter sur les devises étrangères, il reste risqué pour les PME locales qui peinent à emprunter convenablement. Bien que le volume des prêts accordés aux PME soit en augmentation en 2025, la valeur réelle des crédits est minée par le niveau d'inflation et la dévaluation de la lire. Quant au système judiciaire turc, il peine à traiter la hausse des affaires : le nombre de procédures d'exécutions et de faillites, historiquement élevé, pèse sur la durée moyenne de traitement des dossiers, qui est passée de 582 jours en 2023 à 918 jours en 2024, soit une augmentation de 57 %⁶.

POLITIQUE INTÉRIEURE

Bras de fer entre le CHP et l'État-AKP

Depuis six mois la vie politique turque est scandée par un rituel devenu incontournable : entrepris au lendemain de l'arrestation d'Ekrem İmamoğlu le 23 mars 2025, des rassemblements dits « Millet İradesine Sahip Çıkıyor » (« La volonté de la nation ») se tiennent chaque mercredi à Istanbul et chaque week-end dans une province d'Anatolie.

Alors que l'on s'attendait à un essoufflement durant l'été, la mobilisation populaire dure. Plus de 57 meetings ont déjà eu lieu, avec des cortèges qui se diversifient, des slogans qui se radicalisent et une base militante qui s'ancre durablement dans la routine contestataire. Aujourd'hui, on ne parle plus seulement d'une réaction spontanée à l'incarcération du maire d'Istanbul, mais d'un mouvement plus large et structuré, qui s'installe dans la durée et s'adapte aux turbulences politiques turques.

La contestation a trouvé de nouveaux motifs en septembre, avec la poursuite de l'offensive du gouvernement contre l'opposition du CHP. Le 8 septembre, une décision de justice a suspendu l'équipe provinciale d'Istanbul d'Özgür Çelik, remplacé par Gürsel Tekin, ancien député et figure de l'appareil du parti à l'époque de Kemal Kılıçdaroğlu. Considéré comme un vétéran de ce qui est le plus vieux parti de Turquie, Tekin a accepté de devenir président provincial sur injonction judiciaire. Son arrivée dans le bâtiment du siège de Sarıyer, escorté par la police, a provoqué un tollé dans le parti et auprès de ses sympathisants, qui ont exprimé leur rejet aux cris de « traître Gürsel », lors du meeting de Kadıköy le 10 septembre. Pour couper court à la crise, le CHP a fermé son siège provincial historique et déplacé ses activités à Bahçelievler. Ce déménagement forcé illustre une nouvelle étape : après avoir soutenu ses maires dans la rue, le Parti républicain du peuple (CHP) doit désormais défendre ses locaux contre les décisions de justice.

La confrontation interne s'est provisoirement calmée avec la réélection d'Özgür Çelik à la présidence du CHP d'Istanbul lors du congrès provincial extraordinaire du 24 septembre. La bataille judiciaire, en revanche, ne s'arrête pas à Istanbul. À Ankara, la célèbre place Tandoğan a été le théâtre d'un immense rassemblement le 14 septembre, à la veille de la 38^e audience du procès visant à annuler le congrès du CHP de 2023. Pour Özgür Özel, ce procès équivaut à un « coup d'État judiciaire » : s'il aboutissait, il pourrait permettre le retour de Kemal Kılıçdaroğlu à la tête du parti, sans passer par une nouvelle élection interne. La décision, qui devait être rendue mi-septembre, a été reportée au 24 octobre, le tribunal invoquant la nécessité d'examiner de nouveaux documents soumis par les plaignants. En attendant, le CHP a tenu son 22^e congrès national extraordinaire le 21 septembre, sous le slogan « Darbeye ve kayyuma hayır » (« Non au coup d'État, non à un administrateur »). Ce congrès visait, grâce à la collecte de plus de 900 signatures de délégués, à confirmer Özgür Özel à la tête du parti, à renouveler les instances dirigeantes et à prévenir le vide organisationnel qu'aurait pu provoquer l'éventuelle annulation judiciaire du congrès de 2023.

Ces enchaînements révèlent une dynamique : chaque manifestation répond à un coup porté par la justice et chaque meeting prépare l'étape suivante du calendrier. Six mois après l'incarcération d'İmamoğlu, le CHP n'est pas uniquement engagé dans une bataille pour libérer son candidat naturel à la présidentielle : il est désormais pris dans une course de vitesse existentielle pour préserver son organisation et sa légitimité face aux interventions judiciaires et aussi face aux divisions internes. Les attaques d'Ali Mahir Başarır – le vice-président du CHP – contre Kılıçdaroğlu, le retour forcé de Gürsel Tekin, le déplacement express du siège provincial et le procès d'annulation du congrès s'articulent désormais en une seule séquence : un bras de fer global s'est engagé où la survie du parti se joue autant dans les tribunaux que dans la rue. Dans ce contexte, le CHP cherche à élargir son terrain de mobilisation. Après les rassemblements hebdomadaires en Turquie, il veut investir la scène internationale avec une série de meetings à l'étranger, inaugurée par un premier rendez-vous à Bruxelles le 12 octobre.

DIPLOMATIE

La Turquie et le Qatar à l'épreuve d'Israël

Le 9 septembre 2025, Israël a mené une frappe aérienne contre un bâtiment du Hamas à Doha, la capitale du Qatar, causant la mort de cinq membres du mouvement et d'un agent de sécurité qatari. Recep Tayyip Erdoğan a aussitôt dénoncé une violation du droit international et exprimé sa solidarité à l'émir Tamim ben Hamad Al Thani. Pour Ankara, il s'agit en effet d'un coup porté à un allié de premier plan.

La relation turco-qatarie s'est consolidée en plusieurs étapes, autour de plusieurs crises. Le rapprochement remonte aux années 2000 et s'est franchement accéléré au moment des printemps arabes, Ankara et Doha soutenant des forces politiques proches en Égypte, en Libye et en Syrie. En 2017, le violent différend qui a divisé les monarchies arabes du Golfe a marqué un tournant : face à l'embargo imposé par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, le Qatar a trouvé en Ankara son principal soutien. La Turquie a envoyé des denrées alimentaires et renforcé son contingent militaire à Doha, scellant un partenariat stratégique qui perdure aujourd'hui.

Sur le plan institutionnel, ce rapprochement s'incarne dans le Comité stratégique suprême Turquie-Qatar, créé en 2015. Chaque année, les chefs d'État des deux pays se retrouvent pour signer de nouveaux accords. Plus d'une centaine d'accords ont déjà été conclus couvrant les domaines de la défense, l'énergie, le commerce, et même la culture. La 10^e session du Comité, qui s'est tenue à Ankara en novembre 2024, a encore ouvert la voie à un approfondissement de la coopération.

L'entente sécuritaire entre les deux pays est particulièrement étroite. La base de Tariq bin Ziyad, qui abrite aujourd'hui le Qatar-Turkey Combined Force Command, accueille plusieurs milliers de soldats turcs – Ankara y voyant une garantie contre les pressions

régionales. Cette présence repose sur une logique d'invitation bilatérale : la Turquie fournit expertise et matériel, tandis que Doha met à disposition infrastructures et appui logistique. Ces dernières années l'association s'est consolidée avec des exercices conjoints, le déploiement d'avions F-16 et des livraisons de blindés.

Pour autant, la rivalité n'exclut pas le pragmatisme. La Turquie importe une partie importante de son gaz naturel d'Iran (16 % en 2024) ; sa sécurité énergétique dépend donc de la stabilité de ce voisin. Malgré des divergences politiques, les deux pays ont intensifié leurs échanges commerciaux, atteignant 5,68 milliards de dollars en 2024, et Ankara souhaite porter ce volume à 30 milliards à moyen terme en diversifiant les postes-frontières et les coopérations douanières. Le dialogue bilatéral est constant, y compris sur les questions sécuritaires comme la lutte contre les organisations kurdes transfrontalières (Parti des travailleurs du Kurdistan – PKK ; Parti pour une vie libre au Kurdistan – PJAK).

Les visites du ministre des Affaires étrangères turc Hakan Fidan à Doha, très régulières depuis 2023, sont essentielles pour donner corps au partenariat. Le ministre s'est rendu ces derniers temps à plusieurs reprises au Qatar pour préparer les sommets bilatéraux et coordonner les positions sur Gaza. Après la frappe israélienne de septembre 2025, il a multiplié les contacts pour réaffirmer la solidarité turque – dont on ne sait jusqu'où elle irait précisément si la situation se dégradait davantage. Ce qui apparaît en revanche, c'est que la Turquie redoute désormais de telles frappes sur son propre territoire – Israël ayant clairement désigné Ankara comme une menace, en raison de ses liens avec le Hamas. Tayyip Erdoğan a également participé au sommet arabo-islamique d'urgence organisé à Doha le 15 septembre, renforçant l'image d'un front diplomatique régional uni.

La Turquie et le Qatar intensifient aussi leur partenariat économique. En août 2025, les deux capitales ont franchi une nouvelle étape avec l'entrée en vigueur d'un accord commercial global destiné à porter les échanges de 1 à 5 milliards de dollars, en supprimant de nombreux droits de douane et en ouvrant l'accès à des secteurs clés comme le textile, l'automobile ou l'agroalimentaire. L'énergie est un autre pilier stratégique de cette collaboration car le

Qatar, premier exportateur mondial de gaz naturel liquéfié, est un partenaire de choix pour Ankara dont les besoins sont énormes et les ressources propres très faibles. Au début des années 2000, les deux pays envisageaient de construire un gazoduc reliant le Golfe à la Méditerranée *via* la Turquie. Ce projet, freiné par la guerre en Syrie et les manœuvres de l'Iran, a repris corps depuis la chute de Bachar al-Assad, comme alternative aux routes énergétiques dominées par l'Arabie saoudite et les Émirats.

-
1. « Türkiye'nin İcra ve İflas Raporu », Publication No. 11, Ankara, Toplum Çalışmaları Enstitüsü, 4 juin 2025.
 2. Basée sur une évaluation de 1997 à 2020, selon une étude du Fonds monétaire international (FMI) : B. Albuquerque et R. Iyer, « The Rise of the Walking Dead: Zombie Firms Around the World », *IMF Working Papers*, n° 23/125, Washington D. C., FMI, 2023, disponible sur : <https://doi.org/10.5089/9798400246890.001>. Voir en particulier les schémas C.7 « Average share of zombie firms by country : private firms » et C.13 « Share of listed zombie firms in 2021 », pages 48 et 51 du rapport.
 3. Lire « Turquie 2050 : textile turc ; démographie ; Erdoğan-Meloni », *Repères sur la Turquie*, n° 30, Ifri, 30 juin 2025, disponible sur : www.ifri.org.
 4. « SMEs Account for 70 Percent of Employment, Shows TÜİK Data », *Hürriyet Daily News*, 25 décembre 2024, disponible sur : www.hurriyetdailynews.com.
 5. Konkordato Takip, disponible sur : www.konkordatotakip.com.
 6. « Türkiye'nin İcra ve İflas Raporu », *op. cit.*